



## Tombeau pour la classe ouvrière ?

Henry Clément, Anne Moyrand et Lisbeth Sal

Rudi marque un temps :

- *Je n'ai pas besoin de vous faire un dessin : le mot réforme n'a évidemment pas le même sens pour les patrons et pour nous. Pour le Medef, les libéraux et leurs supplétifs syndicaux, la réforme vise à améliorer une chose : leur compte en banque !*

*Pour nous, ça signifie être mis au placard, être hors service, déclarés hors d'usage !*

Une voix interpelle Rudi :

- *Tu parles bien, mais ça nous mène où, toutes ces paroles ?*

- *Ça nous mène peut-être à un mot que je préfère au mot « réforme », le mot « révolution »...*

*Les Vivants et les Morts*<sup>1</sup>.

« COMMENT EXPLIQUER que les ouvriers constituent toujours le groupe social le plus important de la société française et que leur existence passe de plus en plus inaperçue ? » Depuis les dernières années 1970, la fin de la classe ouvrière est en effet devenue un thème récurrent<sup>2</sup> : trente ans que les ouvriers sont censés avoir disparu ou être en cours de disparition... Aux fermetures des usines de textile ont succédé celles des mines, puis de Moulinex, Bata, Lu-Danone, Mark and Spencer... On croyait en avoir fini, et voici qu'à la faveur de la crise on en retrouve encore : les Conti, les Molex, Gandrange... En même temps qu'on enterre les ouvriers et les ouvrières, on enterre la classe ouvrière en tant que catégorie politique, et par extension le marxisme : la fin de l'histoire, qu'ils disaient. Pourtant, depuis le début des années 2000, de nombreux ouvrages font retour sur la classe ouvrière, sur le travail. Avec, signe des temps, un certain succès de librairie. La force de la littérature consiste à s'aventurer au-delà des statistiques, des monographies, des bilans sociaux et des rapports gouvernementaux. En donnant vie tout à la fois à la langue et à des personnages, ils sont un outil d'exploration de notre imaginaire collectif, en même temps qu'ils en façonnent les figures et les contours. Bien sûr, des romans, des bandes dessinées ne sont pas l'exact reflet de la réalité, ne correspondent qu'à une représentation de la vie avec son lot de simplifications ou d'exagérations, mais ils évoquent l'actualité sociale, son évolution, et constituent comme un écho des mouvements en cours.

<sup>1</sup>/ Gérard Mordillat, *Les Vivants et les Morts*, Paris, Livre de poche, 2006.

<sup>2</sup>/ Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999, p. 14.

Dans notre sélection, nous avons cherché à rendre compte de ce « retour » à la littérature ouvrière à tra-



## SALARIAT ET SYNDICALISME

vers une diversité d'approches. *Les Derniers Jours de la classe ouvrière*, Daewoo, *Les Vivants et les Morts* ou *Notre part des ténèbres* sont des romans plus ou moins fictionnels ; *Ouvrière* et *Putain d'usine* sont des témoignages ; *Le Combat ordinaire*, une bande dessinée <sup>3</sup>. De plus, chacun des ouvrages choisis s'intéresse à un secteur particulier, allant des mines (Filippetti) à la chimie (Levaray) en passant par l'électronique (Bon), l'électroménager (Magloire) ou les chantiers navals (Larcenet). Certains auteurs ont choisi d'exposer, à travers le prisme de la fermeture d'une entreprise, comment se vivait la fin d'une aventure de plus d'un siècle et demi (Filippetti, Larcenet). D'autres ont davantage cherché à montrer comment les ouvriers et les ouvrières vivaient la fin de leur vie à l'usine (Bon), revenant de manière précise sur le travail (Magloire). Enfin, Mordillat dans *Notre part des ténèbres* met en scène des ouvriers et des ouvrières en lutte pour leur dignité, sans nostalgie : les personnages sont actifs, la fin du roman est incertaine. En un mot, il montre comment ces ouvriers et ces ouvrières sont encore vivants.

Nous proposons ici de donner quelques éléments pour comprendre les interactions à l'œuvre dans les luttes actuelles, les changements qui s'opèrent au sein de la classe ouvrière <sup>4</sup> et de son imaginaire, et ce en nous appuyant sur des récits fictifs. Car l'évolution de la fiction s'effectue presque conjointement au mouvement social et politique, certaines conjonctures sociales l'incitant peu à peu à modifier ses « codes » littéraires <sup>5</sup>. Nous souhaitons observer comment certains romans « prolétariens » d'aujourd'hui rendent visible la classe ouvrière, comment ils rendent compte de ses mutations et de ses luttes et dans quelle mesure ils transmettent une conscience de classe.

### Un retour de la littérature ouvrière lié à l'actualité sociale

Selon la formule de Sophie Bérout, la littérature prolétarienne est « une littérature engagée du côté du monde ouvrier, qui ne véhicule pas l'idéologie dominante du capitalisme mais, au contraire, qui parvient à la stigmatiser lorsqu'elle l'expose ou à faire prévaloir une autre vision du monde » <sup>6</sup>. Comme une « littérature non conformiste, littérature de combat », disait déjà Léon Gerbe en 1932, définissant son rôle d'auteur prolétarien comme celui de « charger des faits observés, vécus, imaginés

<sup>3</sup>/ Aurélie Filippetti, *Les Derniers Jours de la classe ouvrière*, Livre de poche, 2005 ; François Bon, *Daewoo*, Livre de poche, 2006 ; Gérard Mordillat, *Notre part des ténèbres*, Calmann-Lévy, 2008 ; Franck Magloire, *Ouvrière*, Editions de l'aube, 2004 ; Jean-Pierre Levaray, *Putain d'usine*, Editions L'insomniaque, 2002 ; Manu Larcenet, *Le Combat ordinaire*, Dargaud, 2003.

<sup>4</sup>/ Nous n'envisagerons pas dans cet article, compte tenu de ses contraintes, les différentes dynamiques internes à la condition prolétarienne en fonction des secteurs, du genre ou de l'immigration.

<sup>5</sup>/ En 1977, Jean Pérus décrivait ce phénomène

dans un article de la revue *Europe* : « A faire le tour des littératures du monde, on aperçoit qu'en gros la notion de littérature prolétarienne n'a pris quelque rigueur, par distinction d'avec une littérature populaire, qu'en relation avec le degré de conscience sociale des masses ouvrières elles-mêmes, et qu'elle est, en chaque pays, liée à l'histoire même du mouvement ouvrier. » Jean Pérus, « De l'usage du mot « prolétariat » en littérature », *Europe*, mars-avril 1977.

<sup>6</sup>/ Sophie Bérout, Tania Regin (dir.), *Le Roman social – littérature, histoire et mouvement ouvrier*, Paris, L'Atelier et Editions ouvrières, 2002.



## TOMBEAU POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

d'une émotion humaine telle qu'ils ébranlent profondément par contre-coup l'homme social, l'homme tout court et l'obligent à prendre position en faveur du prolétariat »<sup>7</sup>. La tradition de la littérature prolétarienne existe depuis plus d'un siècle, et elle a connu plusieurs âges avant de devenir celle que nous connaissons aujourd'hui. Nous pouvons ainsi déterminer trois moments au xx<sup>e</sup> siècle : les années 1900, les grèves de 1936, le tournant ouvrier de 1970.

Faisant suite aux sagas familiales d'Emile Zola qui traitent de la classe laborieuse<sup>8</sup>, aux romans de Victor Hugo ou de Jules Vallès qui la mettent en scène, de nombreux auteurs, notamment au lendemain de la Première Guerre mondiale, se revendiquent de la littérature prolétarienne, même si chacun se réclame d'un courant différent (l'école populiste de Léon Lemonnier, le groupe prolétarien d'Henry Poulaille<sup>9</sup>, ou l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires de Marcel Martinet<sup>10</sup>). C'est dans ce cadre que Paul Nizan<sup>11</sup> ou Louis Guilloux<sup>12</sup> publient de nombreux ouvrages de référence de la littérature prolétarienne. En 1936, bien qu'une partie des écrivains - « enlisés » dans des réflexions théoriques - ne se sente pas concernés par le mouvement populaire, plusieurs figures du courant profitent de l'occasion pour restituer dans la littérature les grèves, la constitution du Front populaire, les fêtes et les manifestations. Ce sera notamment le cas de Louis Aragon<sup>13</sup>, Louis-Ferdinand Céline<sup>14</sup> et Simone Weil<sup>15</sup>. Le thème de la grève y apparaît plus fréquemment, et les auteurs abandonnent peu à peu le misérabilisme qui prédominait jusque là dans ce genre de romans, préférant mettre en scène la lutte collective, et souvent le « folklore » et les clichés qui l'accompagnent (on décrit l'euphorie des grévistes, les bals ouvriers, les drapeaux rouges, etc.)<sup>16</sup>. Quant au tournant de 1970, on peut constater que très peu d'ouvrages sont consacrés au mouvement même de mai 1968 (c'est alors le cinéma qui tient ce rôle) ; et ces derniers se consacrent plus précisément à la période qui lui fait suite, comme s'il était nécessaire de prendre du recul, et de s'intéresser aux conséquences plutôt qu'au mouvement lui-même... Ce seront pour la majeure partie des établis, ces intellectuels devenus ouvriers, qui vont rapporter leur expérience à l'écrit, sous forme de romans ou de témoignages - Robert Linhart<sup>17</sup>,

7/ Léon Gerbe, « Propos sur la littérature prolétarienne », dans *le Bulletin des Ecrivains prolétariens* n° 2, mars 1932.

8/ Pour n'en citer que quelques-uns : *La Bête humaine*, 1883 ; *Germinal*, 1885 ; *Au bonheur des dames*, 1890.

9/ Henry Poulaille est l'un des auteurs prolétariens de l'époque les plus productifs : il écrit notamment *Le Pain quotidien*, Librairie Valois, 1931, et *Les Damnés de la terre*, impr. de G. Lang, 1935.

10/ Auteur d'un ouvrage théorique de référence : *Culture prolétarienne*, Librairie du Travail, 1935 [Agone, 2004].

11/ Paul Nizan, *Antoine Bloyé*, Grasset, 1933 [2005].

12/ Louis Guilloux, *La Maison du peuple*, Grasset, 1927 [2004] ; *Compagnons*, Grasset, 1931 [2004].

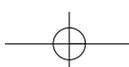
13/ Louis Aragon, *Les Cloches de Bâle* (notamment la partie intitulée « Victor »), Denoël, 1934 [Gallimard, 2001] ; *Les Beaux Quartiers*, Denoël et Steele, 1936 [Gallimard, 1972] ; *Les Voyageurs de l'impériale*, Gallimard, 1942 [1972].

14/ Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Denoël et Steele, 1932 [Gallimard, 1972] ; *Mort à crédit*, Denoël et Steele, 1936 [Gallimard, 1985].

15/ Simone Weil, *La Condition ouvrière*, Gallimard, 1951 [1972] (certains textes étaient déjà parus dans différentes publications, notamment *La Révolution prolétarienne* ou *Les Cahiers de Terre libre*, sous le pseudonyme de Simone Galois en 1936).

16/ En exemple, les romans de Tristan Rémy, *La Grande Lutte*, ou Maurice Lime, *Les Belles Journées*.

17/ Robert Linhart, *L'Établi*, Minuit, 1976.





## SALARIAT ET SYNDICALISME

Claire Etcherelli <sup>18</sup>, Leslie Kaplan <sup>19</sup> – et ainsi créer un nouveau type de littérature ouvrière, abordant des questions centrales, telles l'aliénation au travail, ou l'autogestion.

Depuis peu, quoique la littérature sociale et ouvrière se soit réduite durant quelques décennies, cette veine réapparaît, notamment par le biais d'ouvriers qui prennent la plume et témoignent de leurs expériences, ou encore parce que des auteurs « de métier » choisissent de travailler sur ce sujet, par le biais de récits de fiction. A envisager les récits ouvriers au regard de la production littéraire et des politiques de publication, un premier constat s'impose : ils se perdent dans le flot de la littérature, et sont rarement mis en valeur par la critique. Si les ouvriers qui écrivent parviennent pour une part à être publiés, il leur est encore difficile d'être connus et reconnus <sup>20</sup>. Les auteurs qui abordent ce thème rencontrent un obstacle important : les choix des lecteurs sont en partie façonnés par les politiques des grandes maisons d'édition ; celles-ci – sans surprise – montrent peu d'intérêt pour les romans traitant du monde ouvrier, si ce n'est dans le cadre d'une description misérabiliste de sa condition... Ainsi, les lecteurs se tournent plus facilement vers des romans noirs <sup>21</sup>, des romans sociaux <sup>22</sup> mettant en scène parmi d'autres personnages un ouvrier, dont la fonction se borne le plus souvent à une représentation de la misère (sociale, économique, culturelle), que vers des romans ouvriers à proprement parler. Peu lus ou peu appréciés par la critique, les récits sur les ouvriers constituent donc *a priori* une littérature de « second rang ». Cette réémergence du roman ouvrier trouve donc sa source dans l'actualité sociale contemporaine. La classe ouvrière se modifie en profondeur, les contradictions du système capitaliste s'accroissent ; parallèlement, la littérature en rend compte, et évoque alors à travers les romans ouvriers des thématiques telles que la mondialisation, les licenciements, la précarité de l'emploi, ou « l'ouvriérisation » du secteur tertiaire. Nous l'interrogerons à travers les ouvrages sur lesquels s'est porté notre intérêt.

### La littérature comme reconstruction d'un héritage

Nombre d'écrivains ont d'abord à cœur d'évoquer le milieu dont ils sont issus et qui a marqué leur histoire, leur identité : les auteurs de notre corpus sont pour la plupart des ouvriers eux-mêmes, d'anciens ouvriers ou des enfants d'ouvriers (Jean-Pierre Levaray est un ouvrier qui écrit, François Bon

a longtemps travaillé dans l'industrie, Gérard Mordillat est un ancien ouvrier, Franck Magloire, Aurélie Filippetti et Manu Larcenet sont tous fils ou fille d'ouvriers). Pour autant, en dressant chacun à leur manière un état des lieux de la classe ouvrière, ils adoptent des points de vue relativement différents. Certains, nostalgiques, choisissent de montrer que la classe ouvrière a disparu, qu'elle

<sup>18</sup>/ Claire Etcherelli, *Elise ou la vraie vie*, Denoël, 1967.

<sup>19</sup>/ Leslie Kaplan, *L'Excès-L'usine*, POL, 1987.

<sup>20</sup>/ Pour exemple, dans notre corpus, seul Jean-Pierre Levaray correspond à ce profil.

<sup>21</sup>/ On peut citer en exemples les polars de Jean-Bernard Pouy ou Didier Daeninckx, qui associent des ouvriers aux autres personnages de leurs romans, mais où ceux-là sont présents plus comme « caution » que pour porter un rôle qui sert l'intrigue.

<sup>22</sup>/ Nous appelons « roman social » toute la littérature romanesque porteuse d'une vision (critique) sur les relations sociales.



## TOMBEAU POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

est invisible, d'autres la présentent comme une force de résistance tournée vers l'avenir.

Pour les plus nostalgiques, l'élément déclencheur est lié à la disparition d'un proche, la maladie, puis la mort d'un des personnages : le père chez Larcenet et Filippetti, Sylvia chez Bon. Cette évolution marque une rupture assez nette dans les romans ouvriers : auparavant, les auteurs mettaient davantage l'accent sur la mutilation des personnages. La représentation des blessures et des souffrances qu'inflige le monde du travail correspondait à une tentative de rendre concrète la dimension destructrice du processus capitaliste. Par exemple, le roman de Roger Vailland, *325 000 francs*, était tout entier construit autour de cette tension, du lien à la machine qui absorbe toute l'énergie, jusqu'à l'accident, l'amputation, l'infirmité. Le projet qui sous-tend l'écriture a donc changé puisqu'il s'agit maintenant de reconstituer une histoire passée, révolue. Les auteurs y évoquent une classe et une histoire – souvent familiale – dont ils sont fiers, mais qui est d'un autre temps : on se remémore avec émotion la « figure » de l'ouvrier travaillant à la chaîne, la CGT et le PCF « encadrant la masse », les grèves victorieuses, la famille appartenant à une classe ouvrière unie et solidaire...

Pendant, ces auteurs font le choix de ne retenir que cette réalité – partielle –, refusant d'imaginer que la classe ouvrière ait depuis évolué et se soit transformée, considérant au contraire qu'elle est en voie d'extinction, disparue, obsolète ; la conclusion est sans détour : « C'était mieux avant. » Filippetti résume parfaitement cette situation, dans le chapitre « Le mensonge déconcertant », quand elle écrit à propos de son père, âgé et malade <sup>23</sup> : « Il lui restait peu de choses, sa conscience, bien maigre pour qui a toujours tenu l'individualisme en horreur. [...] Il avait tout cela en travers de la gorge, qui l'étouffait, l'empêchait de respirer, avec son seul poumon, allongé dans ce lit d'hôpital. » A travers cet homme malade et diminué, Filippetti exprime d'abord la fin de la sidérurgie lorraine, qui a effectivement disparu. Mais aussi – le titre et le contenu du chapitre lui donnant une autre ampleur – la disparition du monde ouvrier lorrain devient la métaphore de la disparition de la classe, d'une catégorie que beaucoup voudraient lier indissolublement à l'URSS, ce « pays du mensonge déconcertant ». Par glissement – « Gorbatchev pris au piège, en otage, dans sa datcha et lui cloué là sur son lit d'hôpital, impuissant » <sup>24</sup> – ce sont tous ces travailleurs, ces délégués syndicaux, ces militants ordinaires qui sont ravalés au rang d'invalides, de fossiles, derniers témoins d'une époque désormais définitivement révolue.

Finalement, derrière leur démonstration sur la disparition de la classe ouvrière, ce sont eux qui se révèlent, enfants en panne d'un héritage, d'une perspective. Larcenet met bien en scène cette situation, à travers une discussion entre Marco et son frère. Photographe, Marco prépare une exposition sur l'atelier 22, où leur père a travaillé toute sa vie. Le second, qui a des projets dans les jeux vidéo, galère et doit se réinscrire en intérim pour gagner sa vie, tandis que sa compagne est infirmière. Il ne comprend pas l'intérêt que

Marco porte à leur passé, à ces histoires d'ouvriers. Lorsque Marco lui

<sup>23</sup>/ *Les Derniers Jours...*, op. cit., p. 130.

<sup>24</sup>/ *Idem*, p. 129.

## SALARIAT ET SYNDICALISME

explique qu'« à l'époque, il y avait de la solidarité, de la fierté », son frère lui rétorque <sup>25</sup> : « De la fierté de victimes, ouais ! » C'est aussi ce que ressent Rudi, l'un des animateurs de la lutte que mènent les ouvriers de la Kos et leur famille, lorsqu'il apprend le suicide de Lorquin, vétéran de toutes les batailles syndicales <sup>26</sup> : « [...] il lui en veut d'avoir lâché la rampe au moment où il aurait eu le plus besoin de lui. Où tous auraient eu le plus besoin de lui... »

Chez ces mêmes auteurs, la montée de l'extrême droite est mise en scène. Alors que la majorité des ouvriers témoignent de leur dégoût de la politique, refusant d'aller voter pour ensuite se voir imposer de nouveaux plans de restructuration, le Front national commence à progresser électoralement. Dans des villes à forte tradition ouvrière, ce parti parvient à construire une véritable influence. Filippetti, par exemple, s'efforce de saisir cette évolution. A travers deux textes qu'elle entremêle, dont un extrait de *Libération*, elle revient sur ce paradoxe. « Les prolos de Longwy/racistes ordinaires » ? De son côté, Larcenet aborde la même problématique à travers l'échange entre Marco et un de ses amis d'enfance, Bastounet. A l'occasion d'une visite au chantier, il apprend que ce dernier vote désormais Front national. Facho, Bastounet ? « J'ai pas viré facho... Je veux juste que ça change... ». S'ensuit une véritable engueulade, qui laisse Marco sans voix, les yeux vides. Ce sont deux copains de son père, Pablo et Ümit, qui essaient de lui faire prendre du recul <sup>27</sup> : « Il faut pas lui en vouloir, Marco : il est complètement perdu. » « On est tous perdus. » Et lorsque le lendemain, Marco vient renouer le dialogue, son ami d'enfance, qui n'a jamais rien connu d'autre que sa condition d'ouvrier, qui se débat entre sa famille et ses factures, lui fait part de sa détresse <sup>28</sup> : « Alors la vérité, c'est que le premier qui passe et qui me dit que ça peut changer, eh ben je vote pour lui. » La planche se conclut sur un plan large des chantiers où tours, grues et structures métalliques dominant et écrasent les deux personnages, véritable mise en image du titre de ce second volume, *Les Quantités négligeables*.

En filigrane, les discours structurés autour de cette idée d'une disparition du monde ouvriers tendent à renforcer ces convictions que le combat des travailleurs est sans issue, parce qu'ils portent sur leurs épaules le poids d'une période révolue, qu'ils en sont les derniers survivants et que le rouleau compresseur capitaliste les détruira sous peu. C'est contre ce constat qu'un auteur comme Mordillat se révolte en écrivant *Notre part des ténèbres* qui n'est ni plus ni moins qu'un appel à la lutte dans un contexte de recul généralisé.

**Grèves, et après ?**

Les années 1980, ces « fantastiques années fric », ont en effet été marquées par un formidable recul de toutes les organisations de travailleurs. Face à ce rouleau compresseur, les armes habituelles apparaissent comme obsolètes, dépassées. Les anciennes solidarités se délitent, renvoyant chacun à ses propres problèmes, à sa seule situation, hors de toute perspective collective. Dans la plupart des récits, la thématique de la grève est

<sup>25</sup>/ *Le Combat ordinaire*, op. cit., t. 2, p. 42.

<sup>26</sup>/ *Les Vivants et les Morts*, op. cit., p. 529.

<sup>27</sup>/ *Le Combat ordinaire*, op. cit., p. 28-29.

<sup>28</sup>/ *Idem*, p. 36.

## TOMBEAU POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

traitée en suivant cette même idée de témoignage : elle est alors perçue comme le seul outil de « survie ». Même si elle conserve bien entendu ses vertus « sociales » – action collective, solidarité et camaraderie – elle n’est plus un outil d’action et de conquête, elle est comme frappée d’inefficacité. Ce qui était non seulement un puissant moment collectif, mais également une figure imposée de la littérature sociale, se vide de son contenu. Chez Larcenet, la représentation de la lutte tient sur deux planches, sans aucun texte : assemblée, prise de parole, piquet, manifestation, jusqu’au compte-rendu de négociation... Ces quelques images disent bien combien la lutte se résume à une sorte de rituel <sup>29</sup>. Il ne s’agit plus que de témoigner : témoigner de son désaccord, de sa volonté de ne pas disparaître. Elle est reconnue comme telle : un cri de désespoir. « En 1984, devant Matignon, ils étaient tous couchés par terre, les mineurs et les sidérurgistes de Lorraine [...]. C’était la dernière marche, celle du désespoir. Ils étaient venus crier une dernière fois que la Lorraine vivra. D’Hayange, Forbach, de Moyeuve, Longwy, Lorraine Cœur d’acier <sup>30</sup>. » Implicitement, cette description conduit à la conclusion que l’ennemi est trop fort, trop puissant, trop bien organisé. Chez Mordillat, les salariés s’interrogent <sup>31</sup> : « Est-ce que nous sommes encore capables d’agir ? » Ou encore <sup>32</sup> : « Une manif, c’est au mieux trois lignes dans les journaux et une brève à la télé. C’est-à-dire : rien. »

Parlant de Cellatex, Bon cite le propos suivant : « Les moyens pacifiques ne suffisaient pas <sup>33</sup>. » Le slogan des Moulinex : « On s’fra pas foutre en l’air », rapporté par Franck Magloire, est révélateur de cette impression d’être détruits, gâchés, réduits à des « riens ». Même si c’est chanté par les salariés, ce sont les actionnaires qui « foutent en l’air » les ouvrières de Moulinex, la violence vient d’eux. Utiliser ce vocabulaire est une façon de montrer cette violence. Dans *Notre part des ténèbres*, après avoir occupé leur entreprise, les salariés décident de séquestrer les actionnaires. Visionnaire, Mordillat ? Peut-être simplement conscient de la violence subie et du sentiment d’impuissance lorsque toutes sortes d’actions ont été tentées. Séquestrer, c’est à la fois faire changer le pouvoir de main, faire ressortir l’humiliation subie dans le licenciement et être médiatisé.

Dans le livre de Bon, un personnage est à part : Sylvia. Un fantôme en quelque sorte, car c’est seulement à la fin qu’on apprend qu’elle est morte, suicidée. En choisissant d’en faire un personnage central, l’auteur montre comment la fermeture de Daewoo est un « désastre humain, qui touche chaque ouvrière dans toute sa vie – sociale, familiale, économique, psychologique <sup>34</sup>. » S’agissant de suicides, il est possible d’élargir non seulement à l’ensemble des entreprises qui ferment, mais aussi à certaines qui, toujours en activité, provoquent des catastrophes <sup>35</sup>, car le rouleau compresseur capitaliste dans sa soif de profit se moque des « dommages collatéraux ».

<sup>29</sup>/ *Id.*, t. 4, p. 31 et 33.

<sup>30</sup>/ *Les Derniers Jours...*, *op. cit.*, p. 157.

<sup>31</sup>/ *Notre part des ténèbres*, *op. cit.*, p. 177.

<sup>32</sup>/ *Idem*, p. 179.

<sup>33</sup>/ *Daewoo*, *op. cit.*, p. 119.

<sup>34</sup>/ Cf. Anne Moyrand, *Daewoo*, mémoire de master 1, Lyon 3, 2006.

<sup>35</sup>/ On compte 32 suicides aujourd’hui chez France Télécom. Plusieurs suicides il y a quelques temps chez PSA Mulhouse et Renault Guyancourt. Et combien, plus tard et ailleurs ?



## SALARIAT ET SYNDICALISME

Et surtout, au lendemain de la défaite, c'est la fermeture de l'entreprise. Cette question délicate de « l'après l'usine » est également une problématique décrite par nos auteurs : « Que vais-je faire si ça ferme?... nous nous posons toutes la question, certaines le font silencieusement... moi, je suis à peine concernée, j'aurai en 2002 ces quarante années de cotisation, en comptant mon passage par l'atelier de couture et les quatre ans rendus pour mes deux enfants... mais d'autres... je pense à celles qui ont le même âge que moi mais qui ont commencé plus tardivement, elles ont encore dix bonnes années devant elles à tirer... [...] que vont-elles devenir si la taule ferme <sup>36</sup> ? » Quand l'usine ferme, se met immédiatement en place un plan de reclassement correspondant aux obligations de l'employeur. Dans *Daewoo*, Bon en développe précisément le fonctionnement et les implications psychologiques. En moyenne, seul un salarié sur deux retrouve un emploi après un reclassement. Les salariés n'y croient pas ou ont l'impression qu'on ne reconnaît pas le travail pour lequel ils ont été formés, ce qu'ils savent faire. Lorsque Marco, qui s'efforce d'épauler les ouvriers de l'atelier en lutte, confie à Pablo son sentiment d'être inutile <sup>37</sup>, celui-ci lui rétorque : « Bienvenue au club ! »

En même temps qu'un récit familial, ces livres sont également le récit de la disparition de l'usine, de son effacement. Les restructurations au cours des trente dernières années, auxquelles ont fait suite de vastes opérations immobilières, ont profondément transformé l'espace social, les villes, les quartiers et les paysages. Se tournant vers les hauts-fourneaux abandonnés, les usines désaffectées, et les ouvriers aujourd'hui retraités, le roman de Filippetti relève de cette position :

« Les cheminées de l'usine se dressaient au fond de la vallée comme deux cigarettes brunes fichées dans le sol. [...] C'est Micheville. Micheville morte depuis des années. Les chemins ne mènent nulle part, ils zèbrent simplement le paysage, mais plus aucune machine, aucun convoi ne les emprunte. L'usine est là, branlante mais encore debout, un géant recroquevillé, ratatiné sur ses genoux. Elle chancelle. Elle rouille. [...] Et c'était la silhouette efflanquée et sombre du haut fourneau dominant le ciel qui menait le jeu de nos aurores boréales <sup>38</sup>. »

C'est également la conclusion du roman, lapidaire, trois lignes sur une grande page blanche : « La mine Montrouge d'Audun-le-Triche a été fermée le 31 juillet 1997. Ce fut la dernière mine de fer exploitée en Lorraine ». De façon tout aussi significative, la série du *Combat ordinaire*, dans son quatrième tome, se clôt sur la destruction des ateliers où le père du héros et ses collègues ont travaillé toute leur vie. Et le titre de l'album, *Planter des clous*, n'est pas sans évoquer ce moment final où l'on referme le cercueil et où l'on en fixe définitivement le couvercle. Ou encore ce très beau passage de Bon : « La disparition progressive des six lettres, d'abord comme on efface à la machine, enlevant les dernières lettres. Quand j'étais arrivé, c'est un O majuscule qui se promenait dans le ciel, soulevé par le bras jaune de la grue au dessus du rectangle bleu de l'usine : et DAEWO,

puis DAEW, puis AEW, puis EW, enfin ce seul W au lieu de DAEWO,

<sup>36/</sup> *Ouvrière*, op. cit., p. 121.

<sup>37/</sup> *Le Combat ordinaire*, op. cit., t. 4, p. 37.

<sup>38/</sup> *Les Derniers Jours...*, op. cit., p. 121-123.



## TOMBEAU POUR LA CLASSE OUVRIÈRE ?

écrit en géant sur l'usine <sup>39</sup>. » Il s'agit bien de la disparition d'un monde, du lent naufrage de toute une culture qui aurait soi-disant fait son temps.

**Témoigner, lutter ?**

Confrontés à cet effacement, ces écrivains jugent alors qu'il est de leur devoir de témoigner de cette classe rendue invisible, et d'inscrire dans l'histoire ces « faits divers » tels que la fermeture des usines Daewoo, de Moulinex, ou de chantiers navals. Par leurs romans, ils gardent trace de ces nombreux ouvriers, anonymes, « jetés sur le carreau » <sup>40</sup>. À l'échelle d'un individu (Sylvia, personnage central de *Daewoo*; le père ou la mère du narrateur chez Magloire et Larcenet) ou d'un groupe (on parle « des métallos », du « groupe Moulinex », « des Daewoo »), ils évitent – à leur mesure – que l'événement, l'histoire ne s'effacent, que l'usure et le temps n'entament la mémoire, comme c'est trop souvent le cas : « Il n'y a plus personne aujourd'hui, à deux ans de distance, pour se souvenir de Cellatex <sup>41</sup>. » Une fois l'émoi médiatique passé, les travailleurs et leurs luttes sombrent dans le néant. Parlant de Daewoo, ce programme qu'il se fixe, cet effort pour « ramene[r] les ombres de ce qui fut, là où il n'y a plus qu'une usine vide, et la normalité écrasante » <sup>42</sup>. « Refuser. Faire face à l'effacement même ». « Parce qu'il n'y a plus rien, toute cette danse des visages dans la tête. Et qu'on n'en a pas mémoire... moi, je parle pour ces visages <sup>43</sup>. »

Pour certains auteurs, il est naturel d'évoquer le monde dans lequel ils vivent en traitant des mouvements politiques et sociaux qui l'animent et des acteurs qui y prennent part : ainsi, ils témoignent de ce qu'il se passe ici et maintenant. Témoins des grèves de 1995, spectateurs ou victimes des licenciements qui se multiplient, nos auteurs se font spontanément le relais des luttes qui y répondent, renvoient l'écho de la force que constitue la classe ouvrière, et appellent à la mobilisation pour résister avec elle. Bien que minoritaires, ils semblent avoir la volonté de soumettre aux lecteurs une prise de position à travers des romans qui évoquent la lutte des classes sans détours. Levaray, en tant qu'ouvrier, dépeint la réalité d'une bataille au quotidien, des moments de faiblesse à l'exaltation des grèves victorieuses ; son texte constitue en lui-même un appel à la résistance.

C'est donc bien la question de la lutte qui est au cœur de l'ensemble des ces ouvrages. Qu'elle soit individuelle ou collective. La classe ouvrière, la lutte des classes, la grève générale : combien d'auteurs se sont acharnés à les démolir ? Mais cela n'effraie pas Mordillat, qui affiche ses ambitions d'emblée par cette citation de Shakespeare en exergue de son second roman : « J'ai faim de vengeance et je me rassasie de la contempler. » Il met en scène une classe

<sup>39</sup>/ *Daewoo*, op. cit., p. 77.

<sup>40</sup>/ « Ce qui m'étonnait le plus, dans le traitement social d'un événement de telle violence (en particulier après l'incendie de l'usine Daewoo de Mont Saint-Martin, incendie qu'on a voulu faire porter aux ouvriers eux-mêmes, sans preuve pour l'instant), c'est combien l'univers privé était absent. On peut lire dans les rapports officiels une phrase

atroce, genre « on constate une augmentation des suicides et des divorces, plus une prolifération des cancers... » François Bon, entretien avec Jean-Claude Lebrun, « Le livre de reportage figure de l'imaginaire », *L'Humanité*, 27 août 2004, p. 20.

<sup>41</sup>/ *Daewoo*, op. cit., p. 116.

<sup>42</sup>/ *Idem*, p. 117.

<sup>43</sup>/ *Id.*, p. 1 puis p. 117.

## SALARIAT ET SYNDICALISME

ouvrière qui n'hésite pas à aller jusqu'au bout de son combat, et « faire péter » la société capitaliste qui l'exploite. Il se dégage de l'ensemble de l'ouvrage une profonde colère et un sentiment d'urgence. Ne pas lâcher comme dans *Les Vivants et les Morts*. Endurer. Mais également aller au-delà du témoignage, de l'épopée tragique où les travailleurs se battent, avec courage, avec panache, pour finalement devoir s'avouer vaincus. Il décide de tirer les enseignements de la montée de luttes radicales ces dernières années.

Pour Mordillat, il s'agit véritablement de mettre fin à la rhétorique de la résignation, de l'acceptation de l'inacceptable. Voici les paroles d'un des membres de l'équipe :

« Pour moi, c'est évident, ce que nous projetons de faire, c'est géant. Ça dépasse tout ce qui s'est fait et tout ce qui se fait en matière de lutte sociale. Nous allons monter d'un cran, faire un pas en avant, un sacré grand pas, même ! Et ce cran, c'est le cran de sécurité que les syndicats veulent maintenir bloqué. C'est leur rôle. C'est peut-être leur problème. Nous, nous allons le faire sauter, laisser derrière nous les manifs, les revendications, les slogans, les occupations, comme ce que nous faisons en ce moment, les référents et tout le bazar juridique. Même s'en prendre aux machines, ça ne servirait à rien. Tout ça c'est fini, c'est du passé, c'est inutile, c'est du théâtre. Nous allons taper dans le vrai. Et taper dans le vrai, ça veut dire rendre coup pour coup, passer du blabla aux armes »<sup>44</sup>.

Anne Monjaret en introduction d'un numéro d'*Ethnologie française* intitulé « Fermeture : crises et reprises »<sup>45</sup> explique : « Ecrivains et journalistes restituent la parole de ces travailleurs licenciés [...] et, surtout, nous offrent un témoignage, leur témoignage, souvent militant, au fil des pages de leur roman. » De notre côté, nous avons voulu démontrer que derrière le témoignage il y a un projet, et que pour certains, s'il est militant, c'est pour exprimer comment la lutte des classes est maintenant terminée. En confrontant ces récits à ceux de Mordillat ou de Levaray, nous avons voulu montrer qu'il est possible de se départir de cette nostalgie, du désespoir qui est toujours mis en avant dans les discours sur les luttes des travailleurs et des travailleuses. L'ensemble de ces ouvrages révèle combien les évolutions actuelles pèsent sur l'imaginaire du monde salarial, et sur la façon dont il est perçu. Ils mettent notamment en scène toute la difficulté de la transmission de l'héritage du mouvement ouvrier. Si certains des auteurs montrent comment la conscience de classe a existé et cherchent à expliquer pourquoi elle s'est éteinte, d'autres évoquent son actualité et sa vivacité. Certes, les mines n'existent plus, le PCF et la CGT ne sont plus implantés comme ils l'étaient après guerre, mais la classe ouvrière dont font partie les ouvriers et les ouvrières (parmi l'ensemble des salariés), avec sa conscience d'appartenir à un camp social, ne s'y réduit pas. Elle réinvente aujourd'hui ses formes d'organisation et de lutte, et par là (re)construit sa conscience.

<sup>44</sup>/ *Notre part des ténèbres, op. cit.*, p. 188-189.

<sup>45</sup>/ Anne Monjaret, « Quand les lieux de travail ferment... », *Ethnologie française*, 2005/2, t. XXXVII, p. 581-592.



## Le mouvement syndical et la crise

René Mouriaux

LA SITUATION DU SYNDICALISME des salariés, son a-venir, s'analyse à partir des défis suscités par la crise économique ouverte en 2008, des obstacles rencontrés dans la mobilisation et des facteurs positifs susceptibles de provoquer des luttes efficaces, associant conquêtes et compromis.

### **Les obstacles à l'action syndicale face à la crise contemporaine**

« Il n'y a qu'à... », « Une grève générale ne se décrète pas... ». Des vues simplistes s'affrontent sur la réponse possible et souhaitable du mouvement syndical à la crise contemporaine. Un effort d'objectivation est requis pour comprendre la conjoncture mondiale qui se spécifie dans chaque contexte régional et national.

La distinction entre causes endogènes et exogènes s'impose. Quatre facteurs objectifs, à dominante exogène, rendent plus particulièrement ardues les luttes contemporaines.

En premier lieu, le « tous ensemble » se heurte à une fragmentation accrue du salariat. Le constat ne vise pas d'abord les politiques d'individualisation des rémunérations conduites par le patronat mais les segmentations internes que le monde de l'économie avive. Parmi les multiples clivages qui interfèrent, trois dominent. L'opposition entre actifs employés sous contrat indéterminé et les autres impose de catastrophiques incompréhensions et hostilités. Des chercheurs ont théorisé la fin du travail et promu des catégories comme inclus/exclus, centraux/périphériques, producteurs/entretenus. Dans un ouvrage qui n'a recueilli qu'une faible attention, Anne-Marie Grozeller a décortiqué les travaux de Robert Castel, André Gorz, Dominique Meda, Jeremy Rifkin et montré leurs limites théoriques<sup>1</sup>. L'abandon de la problématique construite sur la définition de l'homme comme animal qui travaille et de la centralité de ce dernier dans des rapports sociaux d'aliénation, d'exploitation et de domination conduit à ériger des conséquences en causes, des apparences en fondement. Le flottement idéologique s'empare aussi des militants. Ainsi une petite association de chômeurs (mais il n'y en a guère de très grandes) comme Cargo refuse d'appeler les chômeurs des « sans-emploi » et estime qu'échapper au travail est une condition bénéfique. Entre les deux pôles des CDI et des chômeurs se rangent une multiplicité de CDD, de temps partiels, de contrats saisonniers, de stages. De surcroît, le collectif de travail est morcelé par l'externalisation de ce qui ne relève pas du « cœur du métier », par le recours aux sous-traitants et aux intérimaires.

<sup>1</sup> Anne-Marie Grozeller, *Pour en finir avec la fin du travail*. Paris, Éditions de l'Atelier, 1998.

En deuxième lieu, la différence de régime juridique continue à sé-





## SALARIAT ET SYNDICALISME

parer secteur privé et secteur public. Le clivage perdure en France en dépit de l'ampleur des privatisations effectuées tant par la droite que par la gauche, des assouplissements apportés au statut de la Fonction publique d'Etat et de l'hospitalière. En 1995, le politologue Stéphane Rozès avait lancé la notion de « grève par procuration ». Certes, les cheminots avaient bénéficié d'un soutien des salariés du privé lors du mouvement social contre la réforme Juppé de la Sécurité sociale. Néanmoins, pareille solidarité ne s'est pas reproduite lors de la suppression des régimes spéciaux de retraite et de l'instauration d'un service minimum dans les transports en 2008, pas plus que la mobilisation des chômeurs en 1997 n'a été suivie d'autres apuis comparables ultérieurement de la part des actifs employés. Les licenciés des entreprises d'équipement de l'automobile ont dû se battre seuls. Un professeur de sciences politiques, par ailleurs devenu directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, organisme dépendant de l'UMP, avance la thèse de « la Fonction publique contre le salariat privé »<sup>2</sup>. Le propos ne se singularise pas par l'originalité. Raymond Barre avait dès 1976 désigné « les nantis » à la vindicte du salariat privé. Il reste que les deux mondes ne se rejoignent pas aisément.

La troisième fissure qui traverse le salariat et fragilise son unité provient du clivage entre nationaux et immigrés. Rappelons le succès des partis d'extrême-droite lors des élections européennes de juin 2009 dont l'ampleur ne saurait surprendre. Prolifique, l'étranger creuserait le déficit de la Sécurité sociale. En période de chômage, l'étranger est perçu comme un voleur d'emploi. En dehors des travaux pénibles que les nationaux désertent, la concurrence salariale existe bel et bien. Nicolas Sarkozy qui a joué constamment sur le sécuritaire comme ministre de l'Intérieur puis comme président de la République, distingue le bon Français de la racaille des banlieues, du terroriste, du pervers. L'immigré semble résumer tous les dangers, de la jeunesse, de la violence aveugle, du malade mental. Depuis 2001, dix-neuf lois sécuritaires ont été adoptées en France. Sur 24 des propositions du Front national en ce domaine, 16 ont été réalisées. Les sans-papiers sont pourchassés avec plus de 25 000 expulsions par an. La politique française n'est pas une exception. L'Europe ferme ses frontières. La marine grecque tire sur les bateaux des clandestins. L'Italie enferme les migrants dans l'île de Lampedusa, de manière inhumaine et dégradante selon un rapport de la Gauche unitaire européenne. Le réquisitoire s'allongerait aisément. Migreurop n'exagère pas en parlant de « guerre aux migrants »<sup>3</sup>. Un tel contexte, inséparable d'une « globalisation de la surveillance »<sup>4</sup>, active tous

les ferments de rivalité entre salariés nationaux et étrangers. La Grande-Bretagne s'est singularisée au printemps 2009 par l'éclosion de grèves contre l'emploi de travailleurs étrangers, surexploités il est vrai<sup>5</sup>.

Le deuxième facteur d'affaiblissement du syndicalisme provient de

<sup>2</sup>/Dominique Reynié, « La Fonction publique contre le salariat privé », *L'Humanité*, 28 mars 2009.

<sup>3</sup>/Migreurop, *Guerre aux migrants*, Paris, Syllepse, 2007.

<sup>4</sup>/Armand Mattelart, *La Globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*. Paris, La Découverte, 2008.

<sup>5</sup>/ *Chronique Internationale de l'Ires*, n° 119, juillet 2009.



## LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA CRISE

la concurrence entre les salariats des diverses formations sociales aux niveaux de vie différents. Dans le cas de l'Union européenne, le dumping social épargne (encore) les fonctions publiques mais se vit quotidiennement dans l'industrie, le commerce, les services marchands. En 1992, le départ pour l'Ecosse de Hoover, implanté à Dijon, suscita une émotion considérable car la décision montrait que l'espace européen n'est pas destiné à promouvoir un « modèle social » que le discours communautaire met en avant, mais un lieu de maximisation du profit. Loin de contrecarrer la technique qui consiste à déshabiller Pierre pour fournir un pagne à Paul, les syndicats des pays d'accueil acceptent le transfert dont ils bénéficient immédiatement. La rivalité joue également pour les investissements. Pour faciliter l'attribution des Jeux Olympiques à Paris, la CGT française a déclaré qu'elle n'entraverait pas, « conformément à la tradition syndicale », les travaux requis pour leur préparation. L'engagement ne traduit pas une conscience de classe très élevée et témoigne d'une ignorance de l'histoire. En 1967, la CGT a observé des grèves dans le bâtiment pendant la construction des infrastructures, et à la SNCF le jour de l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver tenus à Grenoble. Les licenciements dans les firmes multinationales exacerbent les contentieux entre prolétariats. La fermeture de Vilvoorde en 1997 a frappé par une européanisation de la lutte qui a été favorisée par les maladresses de Renault. Elle a été facilitée par son caractère défensif axé sur l'obtention d'un plan social et non sur le maintien de l'usine qui aurait pu provoquer par ricochet des réductions d'effectifs ailleurs. Au début de l'année 2007, la crise d'Airbus a entraîné des licenciements, plus importants en France qu'en Allemagne. La Fédération de la métallurgie FO a non seulement dénoncé l'inégalité de traitement mais aussi accusé les ingénieurs allemands d'être responsables des erreurs de câblage électrique sur l'A380. Avec la crise ouverte en 2008, au mouvement de délocalisation succède une « relocalisation ». L'entreprise américaine Molex achète le 2 avril 2004 l'usine Connecteur Clinch à Villemur-sur-Tarn et annonce la fermeture du site le 23 octobre 2008.

A l'initiative dans la gestion de la main-d'oeuvre, le patronat en période de récession est largement à l'abri des pressions collectives. Au moment où il recourt à des licenciements ou au chômage partiel, pour éviter la formation de stocks coûteux et répondre à la baisse des commandes, l'arrêt de travail perd sa capacité coercitive. L'arme de la grève est émoussée. En mai et juillet 2009, une série de séquestrations de dirigeants d'entreprise, de saisies de produits manufacturés, de menaces d'incendie ou d'explosion a défrayé la chronique. Des dirigeants de la CGT ont formulé des appréciations divergentes. Maurad Rabi dans *L'Humanité-Dimanche* du 23 juillet 2009 juge ces méthodes légitimes, alors

<sup>6/</sup> Qui se revendique de Marcel Mauss : cf. Annie Kahn, « La différence de traitement entre salariés et dirigeants exacerbe la violence. Pour le sociologue Norbert Alter, la multiplication des agressions est une « réponse au mépris », *Le Monde*, 18 juillet 2009.

que Maryse Dumas s'inquiète le 31 du même mois du discrédit possible pour l'action syndicale. A l'instar du sociologue Norbert Alter <sup>6</sup> et du journaliste Michel



## SALARIAT ET SYNDICALISME

Noblecourt <sup>7</sup>, de nombreux observateurs passent sous silence cette donnée fondamentale : la conjoncture de crise désarme les travailleurs et leurs organisations de lutte, les syndicats.

Enfin, toujours objectivement, la « désyndicalisation » affaiblit les capacités du mouvement syndical à construire des rapports de forces favorables à celles et ceux qui vendent leur force de travail et à faire reculer le patronat et les gouvernements favorables aux intérêts privés <sup>8</sup>.

Périodiquement énoncé, le constat réitère le paradoxe : les salariés désertent les syndicats au moment où ils en ont le plus besoin. Dans le cas français, la question des effectifs a été, dès le départ, entourée de brouillard et donc de polémique <sup>9</sup>. Sauf en d'exceptionnelles conjonctures (1918, 1936, 1946), le taux de syndicalisation n'a jamais dépassé dans l'hexagone 25 %. La crise économique ouverte au milieu des années 1970 a entraîné une perte d'adhérents équivalente aux deux tiers, de telle sorte que depuis 1990 le taux d'adhésion oscille autour de 8 % toutes organisations confondues. Le pourcentage est une moyenne qui subsume des situations contrastées. Dans le secteur public et la Fonction publique d'Etat, la densité syndicale est plus élevée, notamment chez les enseignants, alors qu'il existe de véritables déserts syndicaux dans les PME, chez les précaires et les chômeurs <sup>10</sup>. Faute d'implantation, comment mobiliser ? Faute de présence directe dans l'entreprise jouent l'expression et l'activité des unions locales interprofessionnelles et les interventions du niveau national. A la mi-2009, il est difficile de percevoir si la crise entraîne une nouvelle chute du taux de syndicalisation. Rares sont les manifestations antisyndicales de droite. Des salariés ont appuyé la loi sur le travail le dimanche dans le commerce, finalement promulguée le 11 août 2009. A l'ultragauche (ou mouvance anarcho-autonome), Julien Coupat, principal suspect dans l'affaire des sabotages contre la SNCF, formule une appréciation minoritaire : « Ce ne sont certainement pas les bureaucraties syndicales, plus vendues que jamais, qui vont importuner le pouvoir en place, elles qui depuis deux ans dansent avec le gouvernement un ballet obscène » <sup>11</sup>. Ponctuellement ce type de discours est tenu par des militants d'entreprises en difficulté qui jugent dérisoire l'aide apportée par les confédérations à leurs luttes. Ainsi Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental à Clairoux, influencé par Lutte ouvrière, confie sa rancœur à *France Info* le 17 août 2009 : « La CGT, on ne les a pas vus. Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent qu'à ça, toute cette racaille » <sup>12</sup>. Plus modérée dans sa tonalité, l'autre gauche trotskiste, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), évoque le recul de la mobilisation entre le 21 janvier et

<sup>7</sup>/Michel Noblecourt, « Les syndicats cherchent de nouvelles armes », *Le Monde*, 31 juillet 2009.

<sup>8</sup>/En science politique, la lutte des classes demeure « un gros mot » pour le courant dominant qui ne perçoit pas que sa dénégation participe du phénomène.

<sup>9</sup>/René Mouriaux, « La syndicalisation en France », *Historiens et géographes*, n° 350, octobre 1995,

p. 363-376. Le bilan est antérieur aux travaux de Dominique Labbé.

<sup>10</sup>/ « La syndicalisation en France », *Politix*, n° 85, 2009, p. 1-86.

<sup>11</sup>/Julien Coupat, « La prolongation de ma détention est une petite vengeance. », *Le Monde*, 26 mai 2009.

<sup>12</sup>/ *L'Humanité*, 18 août 2009, p. 15.



## LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA CRISE

le 13 juin 2009 ainsi que « la maigreur des résultats » pour « mettre en question la politique des directions syndicales »<sup>13</sup>. La presse écrite, radio, télévision, dans son ensemble reprend les thèmes de l'idéologie dominante : condamnation de l'extrémisme, approbation d'un syndicalisme responsable<sup>14</sup>. Au total, la conjoncture idéologique n'est pas porteuse d'un anti-syndicalisme systématique comme ont pu l'impulser Jean Montaldo, François de Closets et leurs émules<sup>15</sup>.

Les remarques sur le climat intellectuel conditionnant la syndicalisation permettent de passer de l'analyse des facteurs objectifs de l'affaiblissement syndical à l'examen des facteurs subjectifs à dominante endogène.

Le successeur de Pierre Bourdieu au Collège de France, Pierre Rosanvallon, a développé avec le plus de talent la thèse de l'individualisme opposé à l'esprit collectif de la période antérieure dans *La Question syndicale*<sup>16</sup>. Vue simpliste, pour au moins deux raisons. Tout d'abord, depuis 1789, la Révolution française est accusée d'avoir imposé le primat de l'individu qui, selon Alexis de Tocqueville, a détruit chez les Français le goût de l'association. En second lieu, le processus d'individuation croissant, pour prendre le vocabulaire plus précis d'Yves Clos et Lucien Sève, va de pair avec une intensification de la socialisation. Ce qui est pertinent, en revanche, c'est de constater et d'interroger l'affaiblissement des représentations collectives. Dès 1955, Maurice Merleau-Ponty promouvait dans *Les Aventures de la dialectique* un « a-communisme ». L'intervention soviétique en Hongrie et le rapport Khrouchtchev amplifiaient en 1956 les interrogations, fissurant le mythe de l'URSS que la victoire de Stalingrad avait consolidé. La fin tragique du maoïsme, la disparition de l'Union soviétique autorisent François Furet à proclamer « le passé d'une illusion », Francis Fukuyama « l'arrêt de l'histoire ». Kant et Nietzsche reviennent en force. Installé dans le postmoderne, le monde, selon la formule de Jean-François Lyotard, vit sur « la mort des grands récits ». *No future*. En Europe, plus qu'en Amérique latine, la dénaturation du marxisme par le stalinisme a calciné tout espoir en une révolution. L'absence de perspectives historiques plaque au sol l'action syndicale et les luttes sociales, emprisonnées dans le court terme et la correction des abus les plus criants.

La désintégration de l'idée communiste s'est directement traduite dans le champ partisan avec l'effondrement électoral des PC en France, en Italie, en Espagne, que n'a pas compensé la légère progression de l'extrême gauche toujours divisée et handicapée par une culture minoritaire. Dans ce contexte, les partis socialistes, délivrés de la crainte « bolche-

<sup>13</sup>/ Jean-Philippe Dives, « Lutttes sociales. Après la première vague », *Tout est à nous*, n° 2, juin-juillet 2009, p. 3. Cet article synthétique résume les analyses proposées par *Rouge* et par son successeur *Tout est à nous*, au cours du premier semestre 2009.

<sup>14</sup>/ Dans la conjoncture actuelle, la recherche sur le syndicalisme, divisée en plusieurs courants, libéraux, régulationnistes, bourdieusiens, marxistes,

ne pèse guère sur l'opinion et les médias utilisent les chercheurs pour illustrer leurs propos plutôt que pour conduire une véritable réflexion sur les luttes sociales.

<sup>15</sup>/ Jean Montaldo, *La Mafia des syndicats*, Albin-Michel, 1981; François de Closets, *Tous ensemble. Pour en finir avec la syndicalité*, Seuil, 1988.

<sup>16</sup>/ Pierre Rosanvallon, *La Question syndicale*, Calman-Lévy, 1998 [1988].

## SALARIAT ET SYNDICALISME

vique», ont dérivé à droite au point de ressembler au Parti Démocrate étatsunien. Selon une formulation discutable, le mouvement social se trouve ainsi privé de tout « relais » politique, de toute stratégie alternative.

Conséquence ou concomitance, le libéralisme économique et les différents partis de droite qui le véhiculent dominent le champ politique et idéologique. L'hégémonie idéologique détient la légitimité électorale. Ce second facteur « subjectif » paralyse grandement le mouvement syndical. Elu le 7 mai 2007, Nicolas Sarkozy n'a eu de cesse de marteler que son programme de réforme a été adopté par les Français et donc que les syndicats sont dans l'obligation de l'accepter. Ils sont placés devant l'alternative : ou s'associer à la mise en oeuvre pour montrer leur utilité, ou s'opposer en manifestant ainsi leur caractère antidémocratique et donc leur dangerosité.

Le piège sarkozyste a d'autant mieux fonctionné que les syndicats sont menacés par l'institutionnalisation. Dans un excellent article sur les cadres mentaux des leaders syndicaux français, Sophie Beroud et Karel Yon ont bien mis en évidence dans l'attentisme observé par la CGT au cours du premier semestre 2009, le rôle de la peur de déstabiliser le pouvoir associé à l'intériorisation de la faiblesse numérique des syndicats, de la démobilitation du secteur privé et d'une acceptation non critique de l'autonomie du champ syndical <sup>17</sup>.

Le troisième facteur endogène de ce qui est appelé « la crise du syndicalisme » réside dans son institutionnalisation. Le phénomène se perçoit aux trois niveaux, international, européen, national. A l'échelle mondiale, le constat remonte quasiment aux origines. Les internationales syndicales FSI, ISR, CISC puis FSM, CISL, ne sont pas construites sur des adhésions directes mais sur l'affiliation d'organisations nationales. Leur fonctionnement diplomatique est synonyme de bureaucratization et leur activité, principalement de représentation auprès des organismes internationaux, OIT, ONU, leur imprime un esprit et leur dicte des pratiques institutionnels. La CSI qui regroupe la majorité des confédérations nationales depuis 2006 <sup>18</sup> entreprend une rénovation du syndicalisme international tout en étant confrontée aux mêmes pesanteurs structurelles que ses devancières.

La Confédération européenne des syndicats, si bien étudiée par Corinne Gobin, fonctionne au consensus. Elle s'identifie à la construction européenne, promouvant en 2005 le projet de Traité constitutionnel européen (TCE). Engagée dans le « dialogue social », lexie qu'elle adopte en 1984, la CES dépend des subventions que lui accorde la Commission européenne. Ses réunions se tiennent avec la participation à titre « pédagogique » de représentants de la Commission européenne <sup>19</sup>. Difficile dans ces conditions d'échapper à l'institutionnalisation.

Remarquons au passage que le phénomène de l'institutionnalisation est moins dénoncé que celui

<sup>17</sup>/ Sophie Beroud, Karel Yon, « Face à la crise, que fait le mouvement syndical ? ». *ContreTemps*, printemps 2009, n° 3, p. 15-26.

<sup>18</sup>/ René Mouriaux, « 2006. L'unité syndicale internationale. Pour quel dessein ? », *La Pensée*, n° 352, octobre-décembre 2007, p. 81-90.

<sup>19</sup>/ Anne Catherine Wagner, *Vers une Europe syndicale*, Bellecombe-en-Bauges, 2005, p. 31 et 43.

## LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA CRISE

du discours révolutionnaire jugé mythologique. Affirmer que le mouvement ouvrier ait à pourchasser, dans son fonctionnement interne comme dans ses objectifs d'émancipation collective, tout contenu religieux, ne signifie pas reprendre la thématique de la sécularisation du salut chrétien dans la suppression de la domination de classe. La radicalité critique de la théorie de la plus-value opère une rupture et un dépassement de l'aspiration à une sortie du capitalisme. La négation de la négation est un moment indispensable. Le travail de Jean-Claude Monod, qui distingue sécularisation-transfert et sécularisation-liquidation, est insuffisamment dialectique faute d'envisager les trois termes suppression-conservation-élévation.

Quant au niveau national, il comporte évidemment une gamme considérable de situations. Toutefois, la tendance à l'intégration du syndicalisme se perçoit de façon quasi universelle<sup>20</sup>. En Europe, le processus s'est effectué à travers la formule des pactes sociaux<sup>21</sup>. La crise a provoqué un début de distanciation en Belgique, en Allemagne, illustrée par le rapprochement d'une partie du mouvement syndical avec Die Linke. Encore ne convient-il pas de surestimer le processus. Revendications salariales et réactions aux licenciements demeurent modérées au pays d'Angela Merkel. Le syndicalisme italien a réussi de vastes mobilisations contre la politique, notamment scolaire, de Silvio Berlusconi sans parvenir à construire une contre-attaque face à la crise. Les syndicats français ont attendu les résultats des élections prud'homales, le 3 décembre 2008, pour se réunir et entreprendre une première série d'actions. Les nouvelles règles de la représentativité posées par la loi du 20 août 2008 ont opposé CGT-CFDT favorables à l'instauration d'un seuil électoral (10 % dans les entreprises et 8 % pour les branches et l'interprofessionnel) aux organisations plus petites, FO, CFTC, CFE-CGC mais aussi Unsa, Solidaires et FSU. L'accord dans la Fonction publique du 23 mai 2008, signé par toutes les organisations syndicales hormis CFTC et FO, prévoit que les comités de suivi des accords soient réservés aux seuls signataires. Sans constituer l'unique dimension du problème de l'intégration syndicale, l'importance accordée aux élections professionnelles et à la négociation indique bien une polarisation sur la scène institutionnelle.

*In fine*, dans la paralysie relative du mouvement syndical, il convient de prendre en compte la division sur l'interprétation de la crise. Les grandes lectures de la tourmente économique survenue en 2008 portent leurs échos au sein du syndicalisme. Même le nationalisme et le libéralisme

« pur » influencent des militants. L'approche marxiste ou marxisante reste minoritaire, y compris à la CGT. Ce qui domine néanmoins et se retrouve dans le discours de la CSI, qui appelait le 17 octobre 2008 ainsi que le 7 octobre 2009 à la revendication mondiale d'« un tra-

<sup>20</sup>/L'intrication du syndicalisme et de l'Etat est particulièrement poussée en Afrique (Algérie, Egypte, etc.), en Asie (Chine, Vietnam, etc.).

<sup>21</sup>/« Les pactes sociaux », *Chronique Internationale de l'Ires*, 1994, n° 35. Asbjörn Wahl, « L'héritage idéologique du pacte social en Europe », in René Mouriaux, Jean Magniadas (dir.), *Le Syndicalisme au défi du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Syllepse, 2008, p. 121-138.

## SALARIAT ET SYNDICALISME

vail décent», relève de la régulation, une ligne social-démocrate molle s'intéressant à une meilleure répartition des richesses et non aux conditions de leur production. La CES s'inscrit dans une telle visée réformiste. Le 27 septembre 2008, elle adoptait à Londres une résolution consacrée à la crise du capitalisme financier. Dans ce texte <sup>22</sup>, la centrale européenne rend responsable Wall Street, Londres et les autres places financières du séisme qui a placé le monde au bord du gouffre. Il convient de tourner le dos au consensus de Washington. Les revendications mises en avant comportent un versant mondial et un versant européen. L'ensemble comporte huit points : l'injection d'argent public dans les institutions financières ; un contrôle renforcé de l'endettement bancaire ; une réglementation mondiale et européenne ; des investissements dans l'économie réelle <sup>23</sup> ; une aide aux travailleurs fragilisés ; une réponse européenne à la crise favorisant salaires et protection sociale ; un retour d'attention aux politiques publiques et à la réduction des inégalités ; un engagement européen pour le droit des travailleurs, des emplois stables, un système de négociations collectives.

Sans être inintéressant, le programme de la CES demeure imprécis et peu contraignant. Aucune exigence n'est posée. Ainsi, à propos de l'injection d'argent public dans les banques, il est seulement demandé « un contrôle public ». CGT, CFDT, FO, CFTC appartiennent à la CES et interprètent différemment son programme. Ce PPCM syndical (le plus petit commun multiple) permet à l'Intersyndicale l'occasion de se retrouver sur une base commune qui n'abolit pas les divergences. Alors que la CFDT campe sur des options réformatrices, FO, Solidaires, FSU avancent des revendications plus radicales tandis que la CGT essaie une position médiane peu lisible. Ces dissentiments sont complétés, voire renforcés, par des conceptions divergentes des formes d'action. Là encore, la CFDT se situe en flèche sur le modérantisme tandis que FO et Solidaires prônent la grève générale, la CGT se situant encore sur une position moyenne.

### Les possibilités d'un renouveau syndical

En 1871, Benoît Malon publie *Les Trois Défaites du prolétariat français*. La révolte des Canuts en 1831 et 1834, la Révolution de 1848, la Commune de 1871 se terminent par une répression atroce. La campagne « Guerre à la guerre » conduite par la CGT est contredite par le ralliement de Léon Jouhaux à l'Union sacrée lors des obsèques de Jean Jaurès, le 4 août 1914. La vague de grèves qui a déferlé sur le pays en 1919-1920 a échoué et finalement abouti à la scission entre la CGT et la CGT-U. Les conquêtes du Front populaire sont remises en cause par les décrets Daladier dès novembre 1938.

Vichy supprime les syndicats libres de 1940 à 1944. A nouveau, les avancées sociales réalisées à la Libération sont arrêtées par le déficit des grèves de 1947-1948 et la scission entre la CGT et FO. Un regain du syndicalisme se

<sup>22</sup>/ CES, « Priorité aux politiques publiques, à l'économie réelle et aux salaires », *L'Humanité*, 3 octobre 2008.

<sup>23</sup>/ Le syntagme d'économie réelle s'impose aux Français à la mi-2008, selon le grand linguiste Alain Rey : « C'est la première fois que j'entends parler d'« économie réelle ». », *L'Humanité*, 21 octobre 2008.

## LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA CRISE

produit autour de 1968, mais ce moment, qualifié parfois d'apogée du syndicalisme <sup>24</sup>, se défait dès 1976 et les épreuves se succèdent par la suite avec la victoire en trompe-l'oeil du mitterrandisme, le déclin du PCF et l'avènement du sarkozysme.

Au cours de son histoire, le mouvement ouvrier a donc subi de lourdes défaites. La tragédie du stalinisme, au-delà de l'URSS, a imprégné des collectifs de militants importants en France, en Espagne, en Italie et jeté un discrédit durable sur le marxisme et les projets de transformation anticapitaliste. De ce fait, le mouvement syndical qui a traversé des crises internes considérables, a su opérer des transformations d'ampleur comme le passage du syndicalisme de métier au syndicalisme d'industrie et de ce dernier au syndicalisme de l'Etat social <sup>25</sup>.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, comme nos observations l'ont montré, le syndicalisme traverse une nouvelle phase de tourmente et il répond très difficilement aux défis de la crise économique de la fin de la première décennie du siècle. Son destin se résout-il au dépérissement ou à l'intégration ? Sans prendre ses désirs pour la réalité et en conjuguant, selon la formule de Romain Rolland reprise par Antonio Gramsci, le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté, quatre dimensions de la situation contemporaine laissent entrevoir la possibilité d'un redéploiement du mouvement syndical.

Tout d'abord, la relation base/sommet s'est modifiée. Le phénomène délégataire n'a jamais existé de manière absolue. L'usage d'Internet n'est encore réservé qu'à la partie la plus formée du salariat. La constitution de réseaux n'abolit pas l'existence d'un pouvoir. Selon une juste formule de David Forest, il le rend « invisible » <sup>26</sup>. Il n'empêche, sans tomber dans un technologisme naïf, que les moyens modernes de communication et Internet au premier chef favorisent un développement des échanges intersubjectifs. La circulation des idées ainsi établie réduit le monopole du savoir des dirigeants. Elle permet des mobilisations rapides, illustrées en février 1997 par les pétitions anti loi Debré.

L'époque n'offre pas seulement des moyens inédits pour lutter, elle invite à la révolte, tant la violence « systémique » du capitalisme <sup>27</sup> saute aux yeux. La crise économique exacerbe les tendances du capitalisme financier consacrées par le consensus de Washington. En témoignent les motifs des séquestrations dues à la colère devant le contraste entre les licenciements « secs » et les parachutes dorés, entre les aumônes accordées par l'Etat aux chômeurs et les aides généreuses et quasiment incontrôlées attribuées aux banques et à l'industrie automobile.

Un sondage CSA-L'Humanité réalisé les 26-27 juillet 2009 et publié le 31 auprès de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus, montre que l'opinion des salariés est largement partagée par l'ensemble de la population.

<sup>24</sup>/ Michel Pigenet, Patrick Pasture, Jean-Louis Robert (dir.), *L'Apogée des syndicalismes en Europe occidentale*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005.

<sup>25</sup>/ René Mouriaux, *Crises du syndicalisme français*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs, 1998.

<sup>26</sup>/ David Forest, *Le Prophétisme communicationnel. La société de l'information et ses futurs*, Paris, Syllepse, 2004.

<sup>27</sup>/ Georges Labica, *Théorie de la violence*, Paris, Vrin, 2007.

## SALARIAT ET SYNDICALISME

**Question : Selon vous, qu'est-ce qui explique principalement la réaction de ces salariés ?**

	Ensemble en %	Attitude par rapport aux séquestrations en %		
		Condamne	Comprend	Approuve
Le sentiment d'injustice concernant les rémunérations des salariés et celles des actionnaires et des hauts dirigeants.	<b>44</b>	23	43	60
Le sentiment que la fermeture du site ou le plan de licenciement est d'abord motivé par des considérations boursières.	<b>38</b>	19	37	54
La peur du chômage et de ne pas retrouver un nouvel emploi.	<b>37</b>	38	42	25
Les conditions de départ et de licenciement jugées insuffisantes.	<b>17</b>	14	19	15
L'insuffisance ou la mauvaise qualité du dialogue social dans ces entreprises.	<b>14</b>	21	13	12
Le sentiment que l'implication des salariés dans l'entreprise n'est pas récompensée.	<b>13</b>	7	15	11
La présence et l'influence de l'extrême-gauche dans ces mobilisations.	<b>11</b>	42	7	1

Nb : le total est supérieur à 100 %, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

De telles indications ne suppriment pas les difficultés présentes, elles en révèlent un fondement possible.

L'aspiration à la justice, le refus des privilèges constituent des vecteurs essentiels de la mobilisation. De surcroît, il existe chez les salariés une conviction profonde que l'unité est une nécessité face au bloc patronat-Etat. Le « tous ensemble » contre le contrat premier emploi (CPE) en 2006 a conduit à la victoire. L'intersyndicale réunissant les huit organisations syndicales françaises, les cinq « représentatives » au niveau interprofessionnel, CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, et les trois sectorielles, Unsa, Solidaires, FSU, s'est de nouveau mise en place après les élections prud'homales du 3 décembre 2008. Elle a organisé cinq journées d'action :

29 janvier 2009 : 2,5 millions de manifestants (1 million selon la police)

19 mars 2009 : 3 millions de manifestants (1,2 million selon la police)

1<sup>er</sup> mai 2009 : 1,2 million de manifestants (456 000 selon la police)

26 mai 2009 : actions diversifiées sans évaluation numérique

13 juin 2009 : 150 000 manifestants (71 000 selon la police)

## LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA CRISE

Ascensionnel de janvier à mars, le mouvement plafonne le 1<sup>er</sup> mai et s'étiolé par la suite. L'unité d'action, « un acquis de la période » selon un excellent chercheur <sup>28</sup>, n'a pas provoqué la dynamique qui pouvait être escomptée. Pourquoi ? A la différence de 2006, la mobilisation de 2009 n'était pas en « contre » mais en « pour ». Les facteurs de paralysie syndicale ont joué d'autant plus fortement que l'entente était réalisée sur une base minimale, hausse des salaires (sans fixation d'un taux de Smic), sauvegarde des services publics (sans engagement sur la défense de la Poste), moratoire sur les licenciements, selon la « déclaration commune » du 5 janvier 2009. Relance et réglementation de la sphère financière sont réclamées. L'ampleur de la plate-forme revendicative n'empêche pas qu'elle soit floue. Les journées d'action, probablement trop espacées (en particulier du 29 mars au 1<sup>er</sup> mai, fête chômée qui distancie les travailleurs de leur entreprise) n'ont pas été accrochées aux luttes concrètes, notamment des enseignants du supérieur (non appuyées par le primaire et le secondaire), des employés de la distribution opposés au travail du dimanche, aux postiers hostiles à l'ouverture du capital de l'établissement public, aux personnels de l'hôpital dressés contre la loi Bachelot.

« Nous avons perçu très tôt que l'Intersyndicale freinait le développement de l'action sans trouver comment inverser la tendance sans porter le chapeau de la rupture de l'unité » (entretien avec un dirigeant du Snep-FSU, 15 avril 2009). Être dedans et peser du dehors, la FSU n'avait pas la puissance pour le faire. La force de l'unité réside d'abord dans l'unité de la force. Le syndicalisme transformateur se trouve confronté à cette difficulté qui n'existe pas seulement en France mais dans de nombreux pays et à l'échelle internationale (CES, CSI). L'aspiration à l'unité est un levier dont l'usage positif requiert une claire vision des objectifs à atteindre et un va-et-vient constant entre l'organisation syndicale et les salariés à mobiliser <sup>29</sup>.

Enfin, le quatrième élément favorable à l'action collective se trouve dans le foisonnement des initiatives. Certes le niveau des grèves a chuté et cependant la conflictualité anime encore les rapports de travail sous des formes plus difficiles à appréhender sur le plan statistique <sup>30</sup>. La moindre capacité des syndicats à intervenir sur l'interprofessionnel est compensée par une floraison d'initiatives illustrée depuis la crise par le lancement d'un « Appel des appels » pour constituer une coordination des luttes entre personnels de la santé, de la justice, de l'information et de la culture <sup>31</sup> et le refus de 300 professeurs des écoles d'appliquer la réforme Darcos qui abou-

<sup>28</sup>/ Jean-Marie Pernot au congrès de l'UGFF-CGT en mai 2009. Olivier Mayer, « Regards sur le rassemblement du syndicalisme ». *L'Humanité*, 18 mai 2009.

<sup>29</sup>/ A la rentrée sociale de septembre 2009, la CFDT qui a largement contribué à l'essoufflement de la première vague de la lutte anticrise s'appuie sur cet essoufflement pour promouvoir une stratégie de micro actions, génératrice d'un enlèvement prévisible. Finalement la proposition de la CGT d'appeler à la journée internationale d'ac-

tion fixée le 7 octobre 2009 par la CSI a été retenue par l'Intersyndicale le 8 septembre 2009, réduite à six membres. FO et CFTC ont refusé de participer au rendez-vous intersyndical par désaccord stratégique.

<sup>30</sup>/ Guy Groux, Jean-Marie Pernot, *La Grève*, Paris, Presses Sciences-Po, coll. Contester, 2009 ; Sophie Bérout *et al.*, *La lutte continue*, Broissieux, Ed. du Croquant, 2008.

<sup>31</sup>/ « L'appel des appels », *L'Humanité*, 9 janvier 2009.

## SALARIAT ET SYNDICALISME

tit, lors d'une Université d'été des « désobéisseurs », les 26 et 27 août 2009, à l'établissement d'une charte et la constitution d'une caisse nationale de solidarité <sup>32</sup>.

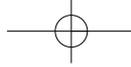
Un tableau des initiatives contestatrices du capitalisme et de la politique réactionnaire du pouvoir peut être dressé sur la base d'une tripartition.

**Tableau des associations extra syndicales participant au mouvement social en France**

Thématiques transversales	
Féminisme	Cadac, Ruptures, MLF
Alter mondialisme	Attac
Ecologie	CSCV, Amis de la Terre
Famille	CSF, MPF
Droits de l'homme	LDH, Mrap
Mouvement gay	Acadie, Fhar
Antifascisme	Ras le Front
Antiracisme	SOS-Racisme
Mouvement anti consommation et anti pub	RAP, Paysage de France, Ethique sur étiquette
Critique de l'information	Acrimed
Défense des services publics	CNCDDSP, Appel des appels
Education	Réseau des enseignants du primaire en résistance
Problèmes spécifiques	
Logement	DAL, DD!, CDSL, CNL
Action anti-Sida	Act Up
Soutien aux immigrés	Gisti, Cimade, Réseau Education sans frontières, CSP, MOM
Parents d'élèves	FCPE
Clubs de pensée	
Réflexion et formation	Copernic, Omos, Raison d'agir, Universités populaires, MPEP (scission d'Attac)
Editeurs	Syllepse, Le Croquant

Des lecteurs s'étonneront de l'absence du régionalisme. La vitalité de ce dernier, sauf en Corse, a décliné en raison des réformes intervenues depuis la loi Deferre qui a désamorcé bien des revendications, de la formation de baronnies qui jettent une ombre sur la décentralisation, de la mise en concurrence des territoires qui pousse à mettre en avant la solidarité nationale. Nous ne traitons pas des problèmes des départements d'outre-mer (DOM). Sur les courants contestataires cf. Xavier Créteiz, Isabelle Sommer (dir.), *La France rebelle*, Paris, Monchalon, 2002.

<sup>32</sup>/ [www.resistance.pedagogique.org](http://www.resistance.pedagogique.org).



## LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA CRISE

Handicapée par les ambitions personnelles, les rivalités entre organisations, les désaccords politiques pouvant conduire à des scissions comme à Attac-France, la dynamique de la contestation extra-syndicale révèle une capacité de résistance à la fois diversifiée et consistante. Pourquoi cette richesse militante reste-t-elle sans effet dans le champ partisan ?

### Remarques finales

Contrairement à la thèse de Francis Fukuyama, l'histoire n'est pas arrêtée. Les protagonistes, le terrain de la confrontation avec ses contradictions, les enjeux s'imposent comme une réalité que la crise met en évidence. Pourtant, elle reste à écrire, l'aventure d'émancipation collective, ni pré-composée, ni même inévitable. Possible simplement. Après la répression de l'insurrection hongroise en 1956, Maurice Merleau-Ponty avançait que « la vérité est que le réformisme n'est pas une vieille lune : il est seul à l'ordre du jour »<sup>33</sup>. Avec l'effondrement de l'URSS, le constat est devenu un lieu commun. La dure leçon du réel, l'hégémonie du libéralisme et les soubresauts du capitalisme manifestent son unilatéralité. La réforme ne se concrétise que si elle est propulsée par une visée transformatrice et la révolution n'a de chance d'advenir que si *hic et nunc* des améliorations tangibles sont apportées au quotidien de l'exploitation. Le futur du syndicalisme s'inscrit dans cette problématique. Si cette dialectique de l'immédiat et du long terme n'est pas mise en mouvement, le futur combinera conjonctures d'oppression et moments d'explosions comme il s'en est produit dans les banlieues françaises en 2005 et en Grèce au début 2009. Le pire n'est pas toujours sûr et Sébastien Leprestre de Vauban, le poliorcète (spécialiste des fortifications militaires) de Louis XIV, aimait à dire : « Aucune citadelle n'est imprenable. »

Le présent article est extrait d'une communication que René Mouriaux a été invité à présenter devant l'Associação de Estado de Trabalho, à Campinas, Brésil, le 29 septembre 2009.

<sup>33</sup>/Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, Paris, Gallimard, 1960.



